

## YUTAKA IIMURA

### Envoyé spécial du gouvernement du Japon pour le Moyen-Orient et l'Europe

I. En vous faisant part de mes pensées personnelles sur quelques questions stratégiques en Asie de l'Est, d'un point de vue général, et non seulement d'un point de vue strictement militaire, j'espère apporter une contribution, même modeste, à nos discussions sur la gouvernance politique. En effet, tandis-que le monde entier concentre son attention sur les situations explosives au Moyen-Orient et en Asie de l'Ouest parmi d'autres, la région de l'Asie de l'Est subit une transformation discrète mais non moins stratégique, capable sur le moyen terme d'affecter le paysage sécuritaire mondial et méritant d'être considérée dans toute discussion portant sur la gouvernance mondiale.

II. (1) Contrairement à l'Europe, terrain d'une confrontation bipolaire entre les États-Unis et l'URSS, la caractéristique principale de l'Asie durant la Guerre Froide était que celle-ci répondait à une structure tripolaire qui comprenait également la Chine, une puissance régionale.

Durant cette période, l'Asie connut quatre conflits armés internationaux aux implications stratégiques majeures. Ceux-ci furent la Guerre de Corée, qui opposa la Chine et les États-Unis, la Guerre du Vietnam, entre le Vietnam et les États-Unis, le conflit frontalier sino-soviétique, et l'invasion chinoise du Vietnam qui suivit l'invasion vietnamienne du Cambodge. La Chine ayant été directement ou indirectement impliquée dans chacun de ces conflits, un des grands thèmes stratégiques en Asie suivant la Seconde Guerre Mondiale fut de savoir comment placer la Chine au sein de la communauté internationale.

(2) Pendant ce temps, suite à l'expérience douloureuse de la Guerre du Vietnam, les États-Unis optèrent pour une stratégie de stabilisation de la région, tout en exerçant leur propre influence navale en Asie de l'Est au moyen de la Septième Flotte et de pactes de sécurité avec le Japon, la République de Corée et l'Australie. Il ne fait aucun doute que la présence navale américaine constitua une toile de fond au développement de l'ASEAN et d'autres initiatives de coopération régionale.

(3) Maintenant, afin d'esquisser l'actuelle situation stratégique en Asie, je souhaiterais évoquer deux points concernant les changements dans la région suivant la fin de la Guerre Froide, et plus particulièrement dans le contexte de la mondialisation.

Je rajouterai auparavant que les problèmes de sécurité traditionnels que sont la question de Taiwan, la séparation nord-sud de la Corée et le programme nucléaire nord-coréen demeurent des situations potentiellement explosives, la dernière en particulier nécessitant une réponse immédiate. Je préférerai néanmoins cibler mes commentaires d'aujourd'hui sur les évolutions stratégiques suivantes liées à l'ère de l'après-Guerre Froide.

(a) Le premier point est que la Chine, jadis une puissance régionale, est désormais devenue une puissance mondiale. L'Inde, une autre grande nation émergente, commence à son tour à peser sur le paysage sécuritaire de l'Asie de l'Est. Parallèlement à cela, la Russie, successeur de l'Union Soviétique, a réduit son influence dans la région suivant la fin de la Guerre Froide, bien que celle-ci commence à rétablir sa présence dans l'Ouest Pacifique par le biais des capacités militaires et du développement économique de la Sibérie. Il est prévu que la Chine dépasse d'ici peu le Japon afin de devenir la deuxième puissance économique mondiale après les États-Unis. L'essor de la Chine n'est cependant pas uniquement

économique ; celle-ci continue à gagner en puissance sur les plans militaire, de l'aide à l'étranger, ainsi que dans tous les autres aspects de la politique étrangère.

Un éminent philosophe a dit : « L'émergence d'une nouvelle puissance implique inévitablement un réaligement des relations internationales dans les régions limitrophes ». La France napoléonienne et l'Allemagne sous Bismarck sont deux bons exemples dans l'Europe du XIXe siècle, comme en est la Chine aujourd'hui. Les implications mondiales de l'essor de la Chine ont jusqu'à présent été le sujet de nombreux débats, mais les conséquences sur la scène est asiatique de la montée en puissance de la Chine et de l'Inde restent peu connues en dehors de la région. J'estime pour ma part que suite à l'apparition des deux nouvelles puissances, la région est à la recherche d'un "nouvel équilibre stratégique". Comment la présence stabilisatrice des États-Unis pourra-t-elle contrebalancer l'ascension des puissances émergentes ? Quel sera le rôle du Japon, qui maintient une influence considérable dans la région, et celui des autres pays de l'ASEAN ou de l'Australie ? Ces questions renvoient à mon sens à l'essence des défis sécuritaires en Asie de l'Est. Si un équilibre n'est pas atteint, le résultat pourrait être profondément déstabilisant.

b) Mon deuxième point concerne le processus d'intégration régionale. En Asie de l'Est, 55% de la totalité des échanges commerciaux des dix pays de l'ASEAN, du Japon, de la Chine et de la République de Corée sont internes à la région définie par ces treize pays. À titre de comparaison, le chiffre équivalent pour l'Union Européenne est de 62%. Si l'on considère que les institutions régionales telles que celles qui existent actuellement en Europe ne sont en Asie de l'Est qu'à un stade embryonnaire, ce chiffre est frappant. Les échanges économiques interrégionaux dus à l'expansion transfrontalière des réseaux de fabrication ont pour ainsi dire pris de vitesse la création d'institutions d'intégration régionale. Nous assistons donc à une situation où la politique cherche à rattraper l'économie. Il y a eu ces dernières années plusieurs tentatives pour donner une forme politique à l'intégration économique de la région, mais la question centrale reste de savoir quel type d'intégration est le plus souhaitable. Il existe à cet égard plusieurs points sujets à discussion. Celui que j'évoquerai aujourd'hui est directement lié à l'avenir stratégique de la région ; il s'agit de la question des pays à inclure dans le processus d'intégration régional. Ceci soulève la question de quel "nouvel équilibre" établir dans la région en réponse à la montée en puissance de la Chine. Il y a essentiellement trois façons de penser à cet égard.

La première, favorisée par la Chine, est que les 10 pays de l'ASEAN, le Japon, la Chine et la République de Corée forment le noyau central de la future communauté de l'Asie de l'Est. La deuxième est que l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande soient aussi incluses dans le processus. C'est ce groupe élargi (ASEAN+6) qu'a soutenu le Japon lors des discussions animées qui ont eu lieu durant la période de préparation du premier sommet de l'Asie de l'Est en 2005. Le Japon estimait que cette approche garantirait mieux le développement de l'économie de marché, de la démocratie et de l'ouverture, car elle comprenait un plus grand nombre de pays adhérant à ces valeurs. Aujourd'hui, si le sommet de l'Asie de l'Est compte bien 16 pays membres, il coexiste néanmoins avec un nombre de forums alternatifs, signifiant que la question du choix des pays membres d'une future communauté de l'Asie de l'Est est encore loin d'être résolue.

Une troisième façon de penser dicte que tout regroupement régional important de ce type doit nécessairement inclure les États-Unis. Jusqu'à présent, les États-Unis ont privilégié l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique), un forum encourageant la coopération régionale entre les pays d'Asie, du Pacifique et une partie du continent américain, tout en continuant à jouer un rôle clé pour la stabilité de l'Asie de l'Est au moyen de sa présence militaire. Cependant, le débat d'une implication plus importante des États-Unis en Asie de l'Est risque de s'intensifier dans le pays au fur et à mesure que se développe le processus d'intégration régionale. Il est en outre possible que les discussions concernant l'implication américaine mènent à des divisions profondes parmi les pays de l'Asie de l'Est, car celle-ci peut potentiellement transformer la nature du processus d'intégration régionale.

III. Ayant évoqué quelques-unes des questions touchant à la sécurité de l'Asie de l'Est dans un sens large, je souhaiterais à présent émettre quelques simples observations, ou éléments à considérer au cours de notre débat sur la gouvernance mondiale.

1) Ma première observation est que les gouvernances régionale et mondiale sont étroitement liées. La nature du système régional que nous créerons aura des répercussions profondes sur la communauté internationale dans son ensemble. Inversement, nos actions à l'international affecteront des régions entières. J'ai mentionné plus tôt que l'Asie de l'Est était à la recherche d'un « nouvel équilibre stratégique ». Cependant, cet équilibre régional ne pourra être atteint si les puissances émergentes n'adhèrent pas durablement à un système de coopération internationale.

2) Ma seconde observation concerne l'importance de la réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU. Celle-ci a été soulignée hier par de nombreux collègues. L'importance croissante des économies émergentes fut reconnue dans le contexte de la crise économique et financière qui touche le monde depuis l'automne de l'année dernière. On peut dire que l'architecture économique mondiale commence à s'adapter aux réalités de l'ère de la mondialisation, ce qui fut confirmé lors dernier sommet du G20 de Pittsburgh lorsque celui-ci s'autoproclama « premier forum pour la coopération économique internationale ».

Il est de mon avis que le G8 restera un forum important pour débattre de certaines questions de sécurité et politique, comme l'a dit le sherpa Russe hier. Selon Monsieur LEVITTE, les sherpas du G8 débattront de cette question ce soir à Rome. Cependant, rien n'est plus important que la réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU, l'entité prédominante pour la gouvernance politique et sécuritaire. Malheureusement, cet organisme n'a connu pratiquement aucun changement depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, remettant en cause sa légitimité. Il n'y a pas eu de nouvel élan de réforme du Conseil de Sécurité depuis l'échec de la résolution dite du G4 proposée par l'Inde, le Brésil, le Japon et l'Allemagne. Celle-ci devrait être remise à l'ordre du jour, afin tout particulièrement d'accorder une représentation plus importante à certaines régions du monde lors de délibérations internationales.

3) Ma troisième observation, qui peut paraître entièrement évidente, est qu'il est important que les personnes impliquées dans l'élaboration de politiques internationales aient une vision compréhensive de la situation de chaque région. Je soulignerai qu'une approche orientée sur un thème précis incombe de nombreux risques. Par exemple, une approche se focalisant uniquement sur les droits de l'homme, la démocratisation, le bénéfice économique ou l'exportation d'armes peut potentiellement déstabiliser une région. De ce point de vue, je souhaite insister sur le rôle essentiel du dialogue interrégional, non seulement à un niveau gouvernemental, mais impliquant aussi le monde universitaire, les cercles économiques et commerciaux et les ONG. Dans ce sens, il est souhaitable d'encourager d'avantage les activités de l'ASEM, le Dialogue Europe-Asie, et de l'AMED, le Dialogue Asie-Moyen-Orient, tout en incitant une participation plus large et intersectorielle à ces forums.